


HÔTEL ROTHELIN CHAROLAIS
Restauration du clos couvert et Amélioration énergétique
101 Rue de Grenelle -75007 Paris



PHASE
DCE

NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER

LOT
TCE

Maître d'ouvrage		Services du Premier Ministre, Secrétariat Général du Gouvernement - Direction des services administratifs et financiers
OPC		OTCI PARC ICADE – Bâtiment VENISE CP 80206, 3 rue Saarinen 94518 RUNGIS Cedex

Réf. projet : 125 392 B

DATE	INDICE	LIBELLÉ MODIFICATION	Conçu par	Mis en page par	Vérifié par
14/03/2024	2		OLAITAN	OLAITAN	

Table des matières

SECTION 1. PRESENTATION DU PROJET	4
1.1 Présentation générale.....	4
1.2 Objet des travaux	4
SECTION 2. GENERALITES	6
2.1 Objet	6
2.2 Visite site	7
2.3 Les contraintes du site.....	7
SECTION 3. PLANNING ET PHASAGE.....	9
3.1 Calendrier général de l'opération	9
SECTION 4. ORGANISATION DU CHANTIER	10
4.1 Principe général	10
4.1.1 Généralités	10
4.1.2 Période de préparation de chantier	10
4.1.3 PIC	10
4.1.4 VISITE DE SITE	10
4.1.5 Imputation des dépenses	11
4.2 Règles communes de fonctionnement	11
4.2.1 Horaires	11
4.2.2 Comportement.....	11
4.2.3 Protection des ouvrages	12
4.2.4 Gestion des nuisances	12
4.2.5 Sous-traitance	12
4.2.6 Emploi de personnel en provenance de société d'intérimaires	13
4.2.7 Présence de l'encadrement	13
4.2.8 Réunions, visite de chantier, état des lieux.....	13
4.2.9 Gestion de plan	14
4.2.10 Langue utilisée.....	14
4.3 Installation de chantier.....	15
4.3.1 Base vie	15
4.3.2 Protection des voiries	15
4.3.3 Clôtures et portails	16
4.3.4 Signalétique.....	16
4.3.5 Accès personnel.....	17
4.3.6 Surveillance du site.....	17
4.3.7 Livraison	17
4.3.8 Zones de stockages.....	18
4.3.9 Manutention, déchargement et autres moyens	18
4.3.10 Nettoyages	19
4.3.11 Installation électrique de chantier	20
4.3.12 Point d'eau	20
4.3.13 Echafaudages.....	20
4.3.14 Ascenseur	20
4.3.15 Sécurité incendie	20

PREAMBULE

Le présent document NOC (note d'organisation de chantier) est une pièce constitutive du marché de travaux de toutes les entreprises, intervenant dans le cadre des travaux de :

**Restauration du clos couvert des Ailes sur rue et Amélioration énergétique de l'hôtel
particulier ROTHÉLIN CHAROLAIS situé :
101 rue de Grenelle à Paris 7^e**

Ce marché de travaux est régi par le CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) qui énumère tous les documents contractuels dont les prescriptions sont imposées aux entreprises, prescriptions qu'elles doivent respecter et appliquer.

SECTION 1. PRESENTATION DU PROJET

1.1 Présentation générale du site

L'hôtel de Rothelin-Charolais est situé au 101 rue de Grenelle, dans le 7^e arrondissement de Paris. L'hôtel Rothelin-Charolais est actuellement occupé par les services du Premier Ministre. L'hôtel est organisé selon la distribution classique d'un hôtel particulier Parisien du XVIII^e siècle, à double profondeur sur cour et jardin.

Le corps central de l'hôtel donne sur la grande cour d'honneur et sur le jardin. Il est flanqué de deux ailes latérales qui le prolongent. Deux autres corps de bâtiment sur deux niveaux s'élèvent de l'est à l'ouest de la cour d'honneur. La façade sur rue se déploie autour du portail central monumental, par deux ailes qui se retournent sur la cour et deux pavillons en chaque extrémité.

Le projet consiste en la restauration des selon l'état sanitaire relevé, des façades du bâtiment sur la rue Grenelle, côte rue et côté cour ainsi que les toitures correspondantes.

1.2 Objet des travaux

Le projet consiste en la restauration selon l'état sanitaire relevé, des façades du bâtiment sur la rue Grenelle, côte rue et côté cour ainsi que les toitures correspondantes.

Le bâtiment est constitué comme suit :

Élévations sur la rue de Grenelle

Côté rue, deux ailes aux parements à bossages comportant chacune cinq travées encadrent le corps de passage implanté en retrait de l'alignement. Elles se composent, d'un rez-de-chaussée surélevé et d'un étage surmonté d'une toiture terrasse dissimulée par une balustrade en pierre. L'accès à la cour d'honneur se fait par le portail monumental en plein cintre. Les deux piles du portail sont ornées de doubles pilastres d'ordre français à alternance de bossages et d'assises plates et cannelées. La corniche du portail est surmontée d'un entablement cantonné de volutes et d'un fronton triangulaire. Une grande porte cochère menuisée à panneaux en clôturait l'accès, mais cette dernière a été déposée et remplacée en urgence en janvier 2019 par un portail métallique, à la suite de la dégradation opérée sur le portail lors de la manifestation des gilets jaunes du 5 janvier 2019.

Côté cour, les deux ailes sont de composition identique : quatre travées, dont une au droit d'un pan coupé côté portail, comportant un rez-de-chaussée surélevé, un étage, et une balustrade.

Aux extrémités des deux ailes, deux pavillons s'élèvent sur trois niveaux, surmontés d'un brisis en ardoises comportant des lucarnes.

Élévations sur la cour d'honneur

L'hôtel principal est composé d'un corps central de sept travées, à rez-de-chaussée et étage construit par Lassurance. Deux ailes prolongent la façade du corps central. Chacune est constituée de deux parties distinctes : trois travées à rez-de-chaussée et un étage prolongeant l'ordonnance du corps central édifié au XVIII^e, et deux travées à rez-de-chaussée, surmonté d'un étage et d'un comble brisé à lucarnes, construites au XIX^e siècle.

L'élévation du corps central comporte un rez-de-chaussée surélevé auquel on accède par un perron à quatre degrés, et un étage dont la partie centrale est ornée d'un balcon porté par quatre colonnes et bordé d'un garde-corps à ferronnerie portant les initiales du Marquis de Rothelin. Les trois travées d'axe sont surmontées d'un fronton. L'ensemble est rythmé par des colonnes engagées, d'ordre ionique à rez-de-chaussée et pilastres et chapiteaux corinthiens à l'étage.

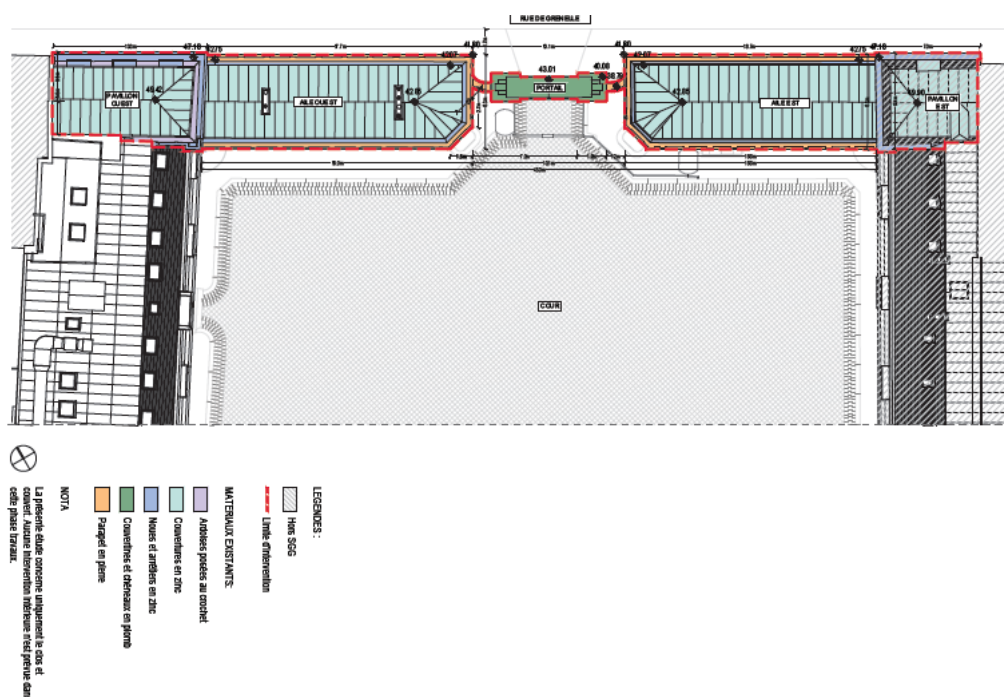
L'ensemble des autres corps de bâtiment qui constituent la cour est en partie issu des travaux menés par la Princesse de Charolais mais totalement remaniés et transformés au XIX^e siècle. A l'Est et à l'Ouest de la cour s'élèvent deux corps de bâtiment composés de huit et neuf travées, sur deux niveaux, couverts d'un comble brisé percé de lucarnes. Ces façades sont relativement homogènes et constituent une grande cour régulière, où se détache la partie centrale de l'Hôtel construite au XVIII^e siècle. Les services du Premier Ministre n'occupent qu'une partie du rez-de-chaussée de l'aile Ouest.

L'ensemble des menuiseries sur la cour sont à grands carreaux, à l'exception des trois portes fenêtres de l'avant corps.

Les couvertures

Les toitures à double versant de chacun des corps de bâtiment de l'Hôtel sont couvertes en ardoises posées au crochet cuivre. Les faîtages sont marqués d'un membron en plomb. Le bas des rampants est couvert de larges tables de zinc à ressaut, de même que les corniches et le fronton. Les chéneaux en bas de pente en arrière des acrotères sont en plomb. Les parties de couverture invisibles depuis la cour ou le jardin sont en zinc à ressaut. Les toitures sont percées de nombreux châssis de type velux posés en saillie. Onze souches dont huit de forte section, en briques enduites au ciment, dominent les toitures.





Le dossier d'appel d'offre de cette opération sera constitué de 06 lots, à savoir :

- Lot 01 - Installation de chantier / Échafaudages / Maçonnerie / Pierre de Taille
- Lot 02 - Restauration des sculptures
- Lot 03 - Charpente / Couverture
- Lot 04 - Menuiseries
- Lot 05 - Serrurerie / Ferronnerie
- Lot 06 – Peinture

SECTION 2. GENERALITES

2.1 Objet

Ce document a pour objet de fournir aux Entrepreneurs toutes informations provoquant une obligation ou créant une sujétion au déroulement des travaux ainsi que les contraintes d'organisation de toutes natures attachées à la réalisation des travaux de tous les lots.

La sécurité sur le chantier étant étroitement liée aux conditions d'exécution (délais, organisation du chantier, contraintes dues au site, etc.), le présent document est, dans l'esprit, indissociable des pièces figurant dans le Dossier de Consultation, notamment des plans concernant les installations du chantier, le Calendrier Prévisionnel des Travaux et le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé établi par le coordonnateur SPS.

Le présent document a pour but d'exposer les principes d'organisation du chantier retenus au stade de l'Appel d'Offres.

Toute proposition d'aménagement de l'organisation du chantier réalisée par les Entreprises, et tendant à faciliter la bonne marche et l'organisation des travaux, pourra être proposée, pour autant qu'elle soit accompagnée d'un mémoire justificatif et des plans correspondants et qu'elle prenne en compte :

- le respect des délais fixés à l'acte d'engagement,
- la compatibilité avec le calendrier contractuel,
- la conformité avec les documents contractuels notamment en matière de stabilité des ouvrages et de sécurité des personnes.
- le respect de toutes les dispositions réglementaires et contractuelles applicables au chantier et en particulier environnementale.

Les prestations décrites seront à réaliser par les entreprises mentionnées, à la charge de l'entreprise ou du compte prorata conformément au CCAP et CCTP.

2.2 Visite site

L'entrepreneur sera réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre et à son environnement.

En aucun cas l'entreprise ne peut prétendre à un supplément de prix global et forfaitaire après signature du marché, en raison d'insuffisance de description, d'omissions dans la présente note ou en raison d'une mauvaise connaissance du site et de ses contraintes et sujétions.

2.3 Les contraintes du site

L'accès au chantier se fera par le Poste de Sécurité du 101 Rue de Grenelle.

Chacune des entreprises, ainsi que leurs éventuels sous-traitants, devra fournir à la direction du service intérieur de l'établissement et 15 jours avant son intervention, la liste nominative des ouvriers et du personnel intervenant sur le chantier préalablement accrédité. Le personnel de toutes les entreprises devra se conformer aux consignes suivantes :

- Enregistrement sur le registre tenu par le Poste de Contrôle des services de Sécurité.
- Obtention d'une carte de circulation (badges) avec dépôt de la pièce d'identité.
- Contrôles des objets, paquets, matériels, etc ... entrant ou sortant de l'enceinte du chantier.

Les circulations du personnel à l'intérieur de l'établissement en dehors de la zone de chantier feront l'objet d'une autorisation spécifique.

Une zone de stockage est prévue dans la cour de l'hôtel (voir PIC). L'aire de stockage étant très réduite, les approvisionnements en matériel ou en matériaux se feront au fur et à mesure des besoins.

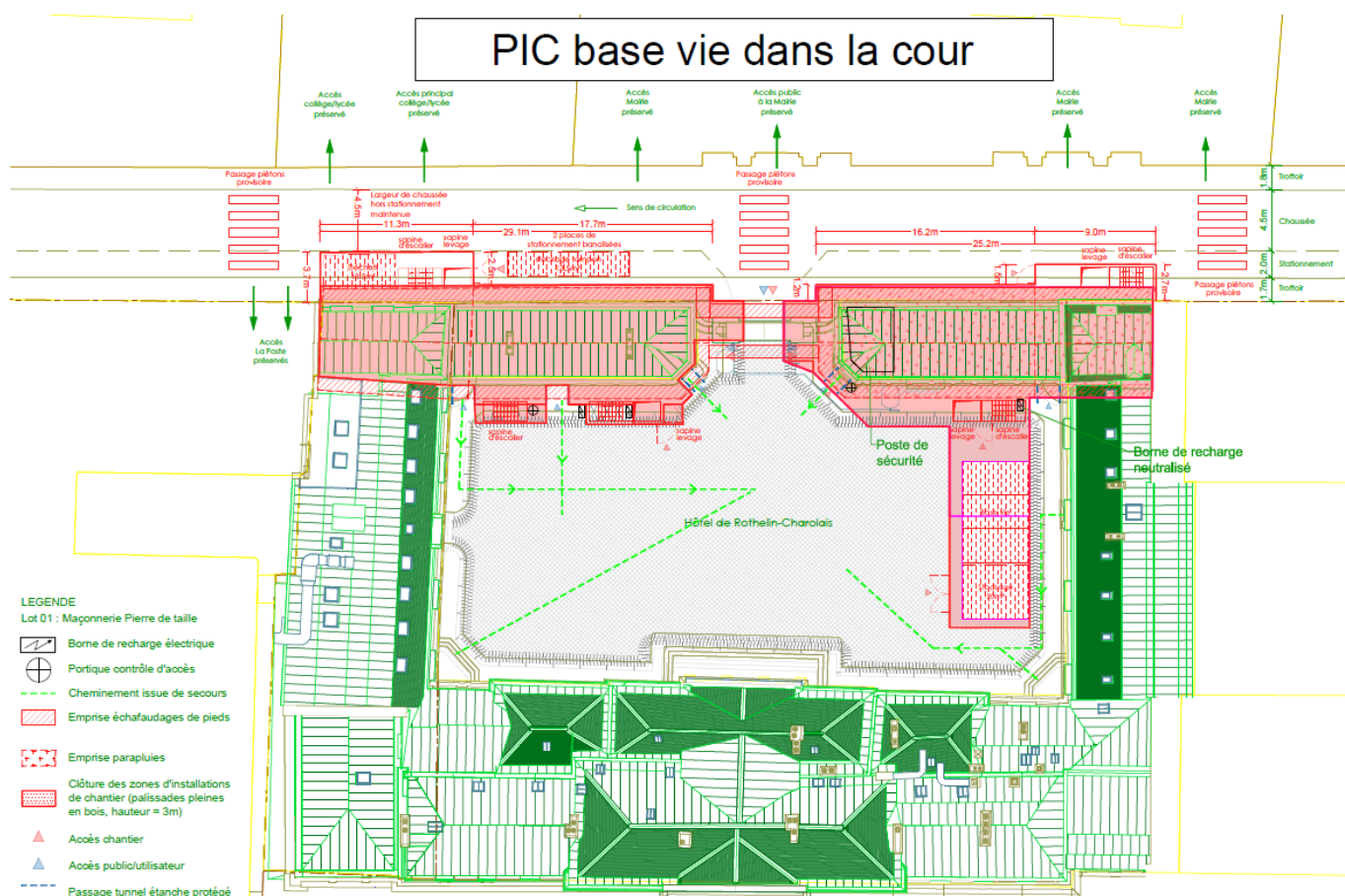
Les livraisons devront se faire directement dans la cour. Pour cela les véhicules de livraison devront avoir un gabarit adapté au Porche sur Rue. Aucun dépôt du matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'extérieur de l'emprise du chantier et de la zone de cantonnement. Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux ou gêner de quelque façon que ce soit le fonctionnement des services de l'établissement.

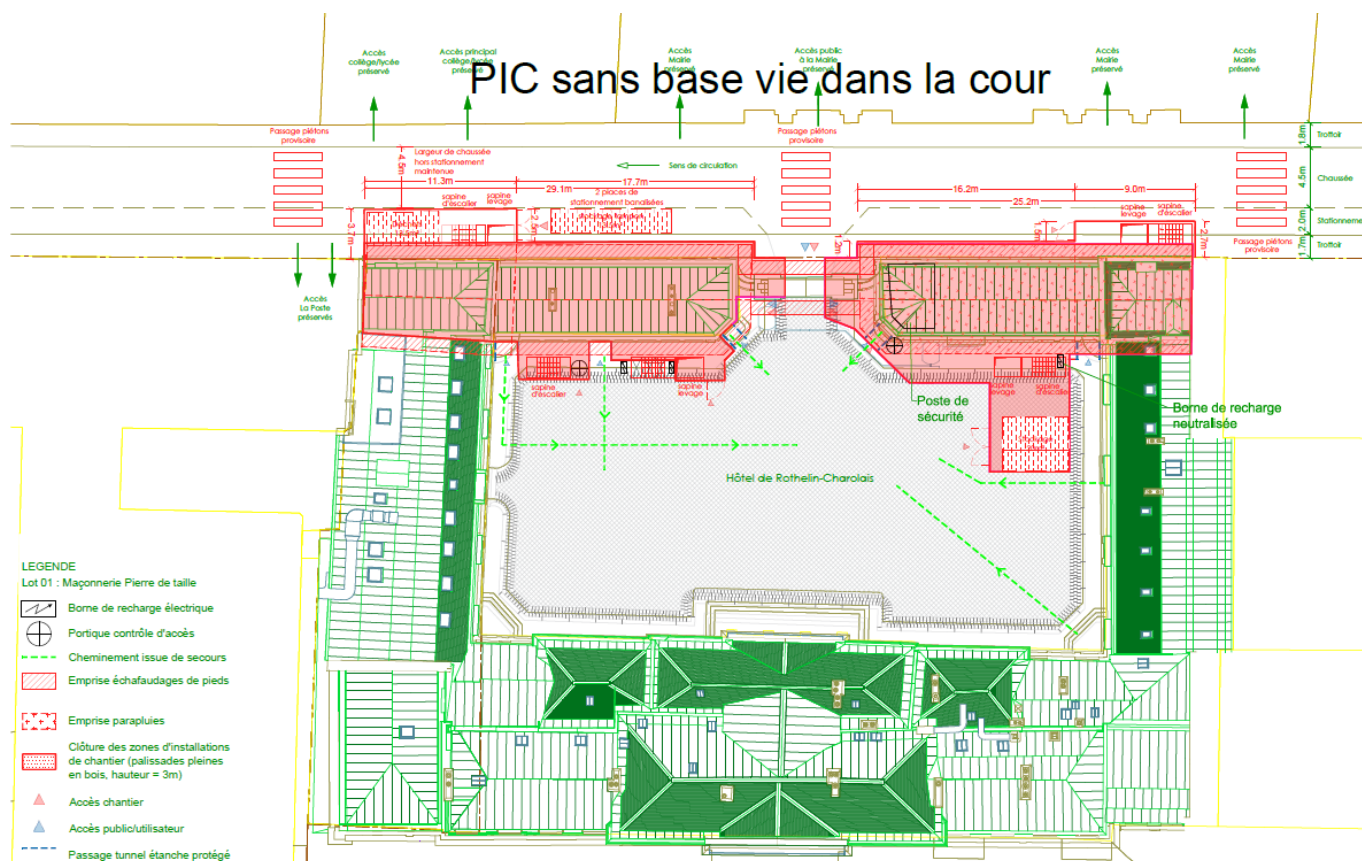
Il est rappelé qu'un minimum de perturbation devra être apporté au fonctionnement des services de l'établissement, aussi toutes les entreprises devront prendre toutes les dispositions qu'elles jugeront nécessaires afin de réduire au minimum les inconvénients provenant de cette opération.

Le lot 01 doit les installations de chantiers pour l'ensemble des lots clos et couvert concernant les dispositions de base vie, zone de stockage et entretien. Des locaux seront mis à la disposition par le Maître d'Ouvrage à usage de vestiaires, réfectoire, sanitaires, douches, etc. ... pour l'ensemble des

intervenants. Dans le cas où des locaux ne sont pas mis à disposition par la Maîtrise d'Ouvrage des bungalows de cantonnement seront installés dans la cour de façon superposés sur plusieurs niveaux, avec escaliers d'accès métalliques, et avec passerelles d'accès à tous les niveaux répondant aux normes de sécurité en vigueur.

Une sapine d'approvisionnement compris treuil sera installée par le lot 1. La sapine devra permettre le montage en toute sécurité des matériaux employés par l'ensemble des lots.





SECTION 3. PLANNING ET PHASAGE

3.1 Calendrier général de l'opération

Les travaux de l'opération de restauration du clos couvert et amélioration énergétique de l'hôtel ROTHELIN CHAROLAIS sont prévus sur **14 mois** (compris préparation de chantier).

Les travaux font l'objet de délais contractuels mentionnés dans les CCAP et repris dans le calendrier prévisionnel joint au dossier de consultation des entreprises (DCE).

Celui-ci est suffisamment précis pour que les entreprises puissent évaluer, à partir du dossier de consultation des entreprises, les moyens à mettre en œuvre (humains et matériels, ...) pour répondre dans les délais, compte tenu des techniques préconisées. Période de préparation d'un mois.

Par leur offre, les entreprises valident le calendrier proposé, tant sur le délai imparti à leur corps d'état que sur le délai global.

Au cas où elles ont des objections à formuler sur ce calendrier, elles doivent le mentionner dans leur offre. De plus elles doivent préciser les temps élémentaires d'intervention permettant de mettre au point un calendrier beaucoup plus précis, ainsi que les périodes de congés.

Ce calendrier prévisionnel sera amendé et précisé lors de la phase de préparation de chantier, pour devenir le calendrier d'exécution.

Dans le cas de retard constaté en cours de chantier ou à la réception de l'ouvrage, des pénalités seront appliquées éventuellement, même en cours de travaux, suivant les modalités prévues au C.C.A.P.

SECTION 4. ORGANISATION DU CHANTIER

4.1 Principe général

4.1.1 Généralités

L'entreprise titulaire du Lot 01 effectue au titre de son marché l'ensemble des prestations collectives ou partagées liées à l'organisation de chantier, y compris les prestations d'alimentation électrique et éclairage de chantier, les adductions d'eau et évacuations de chantier.

Les installations de chantier seront définies par un plan sur lequel seront portés tous les éléments précédemment cités réalisés par l'entreprise titulaire du Lot 01.

Les clôtures de chantier, leurs modifications et entretiens, leurs accès, sont à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 01, elles seront également représentées sur le PIC à établir par l'entreprise titulaire du Lot 01.

L'Entreprise sera tenue de respecter impérativement toutes les obligations relatives aux installations de chantier dans la zone urbaine de la commune et les prescriptions décrites aux différents CCTP.

Toutes les autorisations nécessaires aux installations de chantier seront obtenues par l'Entrepreneur du Lot 01. Le présent document a pour but de présenter les principes à respecter en termes d'organisation.

4.1.2 Période de préparation de chantier

La période de préparation de chantier est fixée à deux mois et est incluse dans le délai global du marché. Elle servira à l'élaboration du PIC, des PPSPS, des plannings d'exécutions des travaux par lots, l'amenée des installations de chantier et la désignation et déclaration des sous-traitants.

4.1.3 PIC

Deux plans d'installations de chantier sont proposés et annexés au dossier (voir plans A06). L'un avec la base vie dans la cour et l'autre sans. Il sera finalisé par l'entreprise en charge du lot 01 et sera modifié par l'entreprise autant de fois que nécessaire suivant l'évolution du chantier.

4.1.4 VISITE DE SITE

L'entrepreneur sera réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre et à son environnement.

A titre non exhaustif, lui soient parfaitement connus les points suivants :

- Le terrain et ses sujétions, notamment en fonction des rapports géotechniques et hydrologiques, et de sa topographie.
- Les contraintes relatives aux propriétés voisines et aux bâtiments avoisinants.
- Les modalités d'accès au site par la voirie, ainsi que les contraintes de circulation et de stationnement.
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur au sein du site

En aucun cas l'entreprise ne peut prétendre à un supplément de prix global et forfaitaire après signature du marché, en raison d'insuffisance de description, d'omissions dans la présente note ou en raison d'une mauvaise connaissance du site et de ses contraintes et sujétions.

4.1.5 Imputation des dépenses

Les dépenses liées à l'organisation de chantier sont à la charge du lot 1 au titre de son marché. Certaines dépenses seront partagées dans le cadre du compte prorata.

Les modalités de gestion et de règlement du compte des dépenses communes de chantier (dit compte prorata) seront fixées par une convention de gestion rédigée par l'entrepreneur du Lot n°01, gestionnaire dudit compte et signée par l'ensemble des entreprises participantes.

Le comité de contrôle sera composé de trois entrepreneurs dont le gestionnaire. Le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage ne seront pas parties prenantes de la convention, néanmoins ils pourraient donner un avis consultatif à titre amiable si un conflit devait subvenir entre différentes entreprises.

Les dépenses à inscrire au titre du compte des dépenses communes sont les suivantes :

- Réparations des dégradations si l'entrepreneur responsable ne peut pas être identifié.
- Nettoyages de chantier sur ordre du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage si le chantier ne se trouve pas dans un état de propreté satisfaisant.
- Les frais d'abonnement et de consommation des fluides énergétiques (Elec/Eau/Evac) de chantier.

4.2 Règles communes de fonctionnement

4.2.1 Horaires

L'exécution des travaux sera normalement effectuée de 7h00 à 19h30, du lundi au vendredi, en respectant les contraintes du bruit et de la législation du travail.

Dans ce cas d'intervention en horaires décalés, en nuits ou en week-end, l'entrepreneur doit prendre en compte les surcoûts de main-d'œuvre à sa charge et assurer le cas échéant les démarches d'autorisation auprès des administrations publiques.

Si les horaires de trafic et de livraison sont différents des horaires de chantier, ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

4.2.2 Comportement

Conformément au CCAP, le personnel des entreprises titulaire d'un lot de travaux doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'établissement dans lequel il effectue les travaux. Le

maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne respectant pas les qualités morales et/ou techniques nécessaires indiquées ci-dessous, comme notamment :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux de l'établissement sans exception,
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Port des EPI conformément au PPSPS de chaque entreprise
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque,
- Interdiction d'utiliser les téléphones, les imprimantes, fax ... sans y avoir été autorisé.
- Obligation de port du badge d'identification

La MOEx ou le CSPS se réserve le choix de renvoyer du chantier toute personne impliquée dans des actes belliqueux, ou pour le non-respect des règles de sécurité générale, de comportement cité ci-dessus ou pour toute dégradation sur les ouvrages réalisés.

4.2.3 Protection des ouvrages

Jusqu'à la réception de l'ouvrage, chaque entreprise assume la garde de ses propres ouvrages. Elle doit donc en assurer la protection et aucune dégradation ou vol ne pourra donc être imputé au compte prorata.

En cas de dégradations ou de destructions par suite du fait d'un tiers, d'un cas fortuit ou d'une circonstance de force majeure. L'entreprise doit assurer à ses frais la remise en état de ses ouvrages, sans pouvoir rechercher la responsabilité du Maître de l'ouvrage.

Il lui appartient en pareille circonstance d'exercer toute action contre le ou les responsable(s) des dommages, sans que ses obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ne s'en trouvent affectées.

4.2.4 Gestion des nuisances

Tout chantier de construction génère des nuisances sur l'environnement proche.

Un des enjeux de ce chantier est de limiter fortement ces nuisances vis à vis des usagers tout en restant compatible avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP.

Les travaux bruyants sont interdits en dehors des horaires de chantier et pourront être limités sur des plages horaires en fonction des demandes du site.

Les offres devront prendre en compte ces contraintes.

4.2.5 Sous-traitance

Dans le cas où un Entrepreneur sous-traiterait une partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec la Maîtrise d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire de la présente note ainsi que, le Plan Général de Coordination de la Sécurité (PGC) sous bordereau. Le sous-traitant dispose d'un délai de 1 mois à compter de la réception du contrat signé par l'Entrepreneur pour établir son PPSPS.

Au cas où l'Entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre, sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

4.2.6 Emploi de personnel en provenance de société d'intérimaires

Les Entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné.
- Le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré.
- L'intéressé est en règle du point de vue " Permis de travail et carte de séjour ".
- L'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle.
- Sa mission est conforme au Code du Travail et déterminée clairement dans son ordre de mission.

4.2.7 Présence de l'encadrement

Chaque entreprise devra prévoir sur le site et en permanence l'encadrement apte à prendre les décisions nécessaires au bon déroulement du chantier, le personnel encadrant devra lire, rédiger et communiquer en langue française.

En plus d'un interlocuteur responsable de l'ensemble des prestations, chaque entreprise devra avoir nommément désigné un interlocuteur référent dans les domaines suivants :

- Suivi environnemental
- Sécurité
- Etudes et synthèse
- Suivi des procédures qualités

4.2.8 Réunions, visite de chantier, état des lieux

Chaque entreprise est tenue d'assister à toutes les réunions, visites ou état des lieux auxquels elle est convoquée.

La liste, non limitative, des réunions prévues est la suivante :

- Réunions de chantier hebdomadaire TCE,
- Réunions d'études techniques,
- Réunions d'ordonnancement,
- Réunions de coordination technique,
- Réunions de coordination travaux hebdomadaires,
- Réunions particulières de synthèse,
- Réunions du CISSCT,
- Réunions d'harmonisation des PPSPS
- Visites générales et spécifiques de chantier,
- Visites d'état des lieux ponctuelles,
- Visites d'état des lieux par zone et à chaque phase de travaux.

Toutes les entreprises convoquées sont tenues d'assister à ces réunions.

Tout retard ou toute absence non justifiés et non tolérés seront sanctionnés par une pénalité définie au C.C.A.P.

4.2.9 Gestion de plan

4.2.10.1 Diffusions des plans :

Chaque entrepreneur devra la diffusion des plans d'exécutions, des notes de calculs et des études de détails suivant une liste qui sera élaborée pendant la phase de préparation de chantier.

Les plans seront transmis suivant un bordereau de diffusion à l'ensemble des personnes concernées pour validation.

Un plan, une note de calcul ou un détail d'exécution ne sera valable que s'il porte la mention « Bon pour exécution ».

Un exemplaire « Bon pour exécution » de tous les documents mentionnés ci-dessus doit être mis à la disposition de tous les intervenants dans le bureau de chantier.

Un logiciel de gestion des visas de plans pourra être mis en place.

4.2.10.2 Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) :

Les entreprises remettront leurs plans d'exécution ou de recollement conformément aux ouvrages exécutés, au fur et à mesure de l'exécution des ouvrages, et notamment, toutes notices techniques, procès-verbaux de classement des matériaux utilisés, ...

Pour une bonne élaboration, ce dossier sera constitué au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Afin de veiller à ce point, le maître d'œuvre pourra demander la présentation de certains documents, au cours du chantier, notamment en ce qui concerne les plans de recollement.

4.2.10.3 Le dossier d'intervention ultérieure de l'ouvrage (DIUO) :

Les documents constituant le DIUO seront présentés sous forme d'une liste élaborée par le coordonnateur sécurité.

Le DIUO rassemble tous les éléments de nature à faciliter l'utilisation et l'entretien usuel du bâtiment.

4.2.10 Langue utilisée

L'ensemble des documents (plans, notice, documents techniques, compte-rendu,) sera intégralement rédigé en langue française.

4.3 Installation de chantier

4.3.1 Base vie

4.3.1.1 Généralité

Le lot 01 doit les installations de chantiers pour l'ensemble des lots clos et couvert concernant les dispositions de base vie, zone de stockage et entretien. Des locaux seront mis à la disposition par le Maître d'Ouvrage à usage de vestiaires, réfectoire, sanitaires, douches, etc. ... pour l'ensemble des intervenants. Dans le cas où des locaux ne sont pas mis à disposition par la Maîtrise d'Ouvrage des bungalows de cantonnement seront installés dans la cour de façon superposés sur plusieurs niveaux, avec escaliers d'accès métalliques, et avec passerelles d'accès à tous les niveaux répondant aux normes de sécurité en vigueur.

Pour mémoire, l'hébergement de toute personne est strictement interdit sur le site de l'opération, ainsi que tout type d'hébergement mobile (caravane, camping-car, autres).

Les appareils de cuisson à feux ouverts (barbecues, plaques de cuisson gaz, etc.) sont strictement interdits.

L'entreprise en charge du Lot 01 aura à sa charge pendant toute la durée des travaux tout corps d'état, l'installation et l'entretien de ces équipements ainsi que leur enlèvement en fin de chantier.

A la fin du chantier, l'entrepreneur effectuera le démontage des locaux, le nettoyage des abords.

4.3.1.2 Etats des lieux d'entrée et de sortie

Un constat de l'environnement extérieur et intérieur sera dressé avant le début des travaux par un huissier de Justice, en présence de l'entreprise du Lot n°01, du représentant du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

En cas de dégâts pendant le chantier, les travaux de restauration et remise en état seront à la charge de l'entreprise concernée.

Pour chaque entreprise, concernant les locaux un état des lieux d'entrée et de sortie sera réalisé en présence de l'entreprise titulaire du lot 01 de l'entreprise demandeuse et éventuellement de l'OPC et la MOEx.

En cas d'utilisation non conforme des locaux par les entreprises ou dégradations, les interventions de réparation seront gérées par la MOE avec une entreprise spécialisée de son choix dont les coûts des interventions seront majorés (+ 15%) pour frais de gestion supplémentaires qui seront facturés aux entreprises concernées.

4.3.2 Protection des voiries

Au démarrage du chantier, avant toute intervention, il sera réalisé par le lot 01 un constat d'huissier portant sur les abords du chantier et notamment sur l'état des voiries publiques l'état des constructions existantes.

L'entrepreneur veillera à réaliser le présent constat sur l'ensemble des points de son domaine d'intervention et tous autres points qu'il jugera nécessaire.

Les frais d'entretien, de protection et de nettoyage des voiries empruntées sont à la charge du lot 01.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable des dégâts éventuels causés à la voirie par les transports d'engins lourds, transports de terre ou transport de déchets et gravois, etc.

Le maintien des diverses servitudes avoisinantes (même provisoirement) est à la charge du lot 01.

Ces zones devront fonctionner normalement pendant toute la durée du chantier.

4.3.3 Clôtures et portails

4.3.3.1 Clôtures extérieures

L'installation d'une clôture de chantier afin de protéger les installations et les matériels et interdire les accès aux tiers étrangers au chantier est à la charge du lot 01.

La clôture de chantier sera auto-stable en bardage bois, en lames de pin traité de 180 mm de largeur x 27 mm d'épaisseur corroyé sur le parement extérieur compris toutes fixations.

Les planches seront posées jointivement sur une ossature primaire, compris lests nécessaires (structure autoportante). L'ensemble du bardage sera ignifugé par produit incolore aux 2 faces.

L'ensemble devra être solide, contreventé et résister aux conditions climatiques définies par les normes. Fixations sur ossature tubulaire métallique auto stable sans fixation au sol.

Aménagement de portes d'accès à 1 ou 2 vantaux compris serrure de sûreté et barre antipanique.

Installation de panneaux "Interdiction de chantier" ; "port du casque obligatoire" ; etc

Clôture en palissade en bois de hauteur 3.00 m minimum au pourtour de la zone de stockage et en partie basse des échafaudages

Ces clôtures seront installées par le lot 01 suivant le plan d'approche établi par le lot 01 et soumis au préalable au MOEx, à l'OPC et au CSPS

En cas de non-respect du plan d'approche et de non-entretien des cheminements piétons les interventions de mise en conformité/réparation seront gérées par la MOE avec une entreprise spécialisée de son choix dont les coûts des interventions seront majorés (+ 15%) pour frais de gestion supplémentaires qui seront facturés au lot 01.

4.3.3.2 Clôtures intérieures

Sans Objet

4.3.4 Signalétique

L'entreprise en charge du lot 01 devra mettre en place la signalétique nécessaire au repérage de la base-vie, de ses accès et des cheminements vers les zones de travaux demandés.

Un plan d'approche est soumis au préalable au MOEx, à l'OPC et au CSPS.

Y figurent obligatoirement les points de signalisation voirie, les sens alternés, les cheminements piétons et les moyens par lesquels ils sont réalisés.

L'entreprise en charge lot 02 prévoira au titre de son marché la mise en place de panneaux suivants :

- Port des E.P.I. obligatoire
- Chantier interdit au public

L'affichage publicitaire est formellement interdit sur l'ensemble du chantier (sauf accord du Maître de l'ouvrage).

Tout affichage non autorisé, quel qu'en soit sa nature, sera démonté aux frais du fautif, sur simple demande du MOA ou du MOEx, par tout moyen à leur convenance.

4.4.5 Accès personnel

Le personnel accèdera à la base-vie depuis le Poste de Sécurité du 101 Rue de Grenelle.

Puis, depuis la base-vie après prise en compte des EPI et des vêtements de travail, le personnel accèdera ensuite aux zones de travaux.

Le lot 01 prévoira au titre de son marché les aménagements nécessaires pour permettre aux compagnons de gagner les différentes zones de travaux.

Ces cheminements seront complétés et adaptés autant que de besoin en fonction du phasage et de l'avancement des travaux.

Ces cheminements seront marqués au sol par un balisage voyant (moquette rouge par exemple).

4.3.6 Surveillance du site

L'entreprise titulaire du lot 01 aura à sa charge la fourniture et la mise en place d'une alarme filaire de protection sur l'échafaudage réalisé par zoning comprenant :

- La détermination de zoning de déclenchement avec le service de sécurité du 1er Ministre.
- La fourniture et pose d'appareils auto-protégés et agréés type Volumétrique (détecteur, flash, etc...), avec report au PC sécurité du site,
- Le câblage des appareils
- La fourniture et la pose d'unité centrale pour raccordement des détecteurs et des flash et raccordement sur ligne téléphonique
- L'entretien et le contrôle régulier de ces appareils.

Pour pose, location pour la durée des travaux, dépose compris toutes modifications nécessaires pour la réalisation des travaux.

Les détecteurs, en nombre suffisant suivant la longueur de la façade à échafauder et 1 flash électronique seront installés sur le 1er plancher d'échafaudage et de la sapine et sur le dernier plancher

4.3.7 Livraison

L'entreprise en charge du lot 01 devra prévoir tous les accès au chantier depuis la voirie publique et prendre à sa charge d'une façon permanente pendant la durée du chantier, le nettoyage et l'entretien de ces accès, y compris :

Tous panneaux de signalisations routières du chantier, de jour comme de nuit, pour toute la durée des travaux des différentes phases de construction.

Toutes sujétions de parfaite exécution.

Le lot 01 prévoira donc au titre de son marché les aménagements nécessaires pour permettre ces flux de livraisons de gagner les zones de travaux.

Ces cheminements seront complétés et adaptés autant que de besoin en fonction du phasage et de l'avancement des travaux.

Les livraisons devront se faire directement dans la cour. Pour cela les véhicules de livraison devront avoir un gabarit adapté au Porche sur Rue.

Un planning livraison sera à compléter lors des réunions de chantier.

Ce planning sera donné au service sureté du site à l'issu de la réunion hebdomadaire chantier.

4.3.8 Zones de stockages

4.3.8.1 Généralités

Aucune zone de stockage ne sera autorisée à l'extérieur du périmètre de chantier, et notamment sur les voiries publiques autour du site. De même, aucun déchargement de camions ne sera autorisé directement sur les voiries publiques.

4.3.8.2 Stockages des terres

Sans objet.

4.3.8.3 Aires de stockage à usages des entreprises

Une zone de stockage est prévue aux entreprises suivant le PIC et sous le contrôle de l'OPC, du SPS et sous le contrôle de la MOEx. L'aire de stockage étant très réduite, les approvisionnements en matériel ou en matériaux se feront au fur et à mesure des besoins.

Les entreprises devront prévoir des platelages au sol de protection de type contreplaqué marine ou équivalent. De plus, les stockages ou ateliers devront impérativement respecter les charges d'exploitation définies.

4.3.9 Manutention, déchargement et autres moyens

4.3.9.1 Généralités

Tous les engins de levage, de manutention, de transport, de mouvement de matériaux ou matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur ; il appartient à l'entreprise concernée d'en faire la preuve avant toute première intervention sur le site, et d'effectuer les démarches administratives préalables nécessaires, à ses frais.

Les engins de chantier sont d'un type évitant les nuisances, (bruits, poussières, hydrocarbures, etc.), conformément à la charte de chantier à faibles nuisances.

Les matériels électriques ou électropneumatiques (notamment les compresseurs d'air comprimé, les B.R.H., les vibreurs) ou autres, seront soigneusement insonorisés afin de n'apporter aucune gêne anormale aux bâtiments d'hospitalisation, de bureaux et d'habitations voisins du chantier, conformément à la réglementation en vigueur.

Avant toute utilisation, l'entreprise doit communiquer au Maître d'Œuvre et au CSPS les procès-verbaux de contrôle de ces engins et justifier des contrats d'assurance et notices d'entretien en cours de validité. Chaque personne amenée à piloter ces engins doit être en possession de l'habilitation requise.

Tout système de levage ou de grutage doit faire l'objet d'une description auprès du Maître d'Œuvre et du CSPS, avant utilisation.

La conduite des engins ne pourra se faire que par des employés qualifiés, nommément désignés par l'entreprise utilisatrice.

Chaque entrepreneur est tenu de mettre en place outre les moyens communs, ses propres moyens de levage et de manutention.

Ces derniers doivent :

- Être conformes à leur PPSPS et être approuvés par le CSPS,
- Être soumis à l'accord du pilote qui vérifie si ces moyens ne font pas obstacle à la bonne organisation de chantier,
- L'entrepreneur se chargera de toutes les demandes d'autorisation administratives,

4.3.9.2 Moyen de déchargement

Tous les engins de manutention (Manitou, élévateurs, transpalette,) et le personnel nécessaire sont à la charge intégrale de l'entreprise utilisatrice.

L'entrepreneur devra prévoir un conducteur expérimenté par type d'engin utilisé.

Par ailleurs, l'entrepreneur devra présenter les PV de conformité des visites périodiques de chaque engin utilisé.

Le déchargement sera effectué dès l'arrivée des camions dans l'enceinte du chantier.

4.3.10 Nettoyages

4.3.10.1 Généralité

Le chantier devra être maintenu en permanence dans un état de propreté irréprochable.

Le site et ses abords seront nettoyés régulièrement et au minimum une fois par semaine, et en fin de chantier par le lot 01. Ces nettoyages comprendront :

- L'évacuation de l'ensemble des gravois et déchets à la décharge agréée spécifique avec rotation permanente des bennes ;
- Entretien des trottoirs et nettoyage des voies adjacentes sur 50 ml de part et d'autre du site, une fois par semaine ;

Chaque entreprise procédera au nettoyage quotidien de ses postes de travail.

Dans le cas où ces nettoyages seraient jugés insuffisants par le maître d'œuvre ou l'OPC, celui-ci demandera qu'il soit procédé à des nettoyages complémentaires.

4.3.10.2 Aires de lavage Camions

Sans objet

4.3.10.2 Evacuation des déchets

Chaque entrepreneur doit l'évacuation des gravois jusqu'aux décharges, compris les déchets dangereux (amiante, plomb, etc...), comprenant :

- La mise en place de bennes, big-bags ou autres, suivant les dispositions et emplacements disponibles TCE, pour le chargement des gravois.
- Les chargements et transports, compris toutes manutentions.
- Les droits de décharges éventuels.
- Les nettoyages de voirie réglementaires.

Dispositions particulières :

- La mise en place en place d'un tri sélectif réglementaire avec évacuation séparée :
 - . des déchets inertes : maçonnerie, béton armé, etc...
 - . des bois, huisseries, charpentes, menuiseries, etc...
 - . des déchets plâtre (baccula des planchers et toitures), etc...

- . des déchets industriels,
- . des tuyauteries de toutes natures,

Nota : Les gravois seront enlevés au fur et à mesure de leur production par chaque entrepreneur de la présente opération

4.3.11 Installation électrique de chantier

Branchement réalisé conformément à la réglementation à partir des installations existantes à proximité et comprenant :

- Un sous comptage général de chantier à partir des installations existantes.
- Un tableau général de chantier.
- Des coffrets électriques de chantier, avec remaniement à l'avancement de chantier.
- L'éclairage provisoire de l'ensemble du chantier (zone de travaux, zone de circulations de chantier).
- Mise à la terre de l'ensemble des installations électriques.

Les installations devront permettre à toutes les entreprises de se raccorder pour leurs besoins en énergie pendant toute la durée des travaux.

NOTA : L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque utilisateur.

4.3.12 Point d'eau

L'entreprise titulaire du lot 01 devra l'alimentation en eau de ville du chantier, à partir des installations existantes comprenant :

- Un sous comptage avec robinet de coupure générale.
- Les canalisations provisoires aboutissant aux différents points de puisage.
- Des points de puisage pour les besoins du chantier.

Les eaux usées ou eaux vannes seront évacuées sur les réseaux existants compris tranchée, mise en place de canalisations et raccordement à l'égout.

4.3.13 Echafaudages

L'échafaudage des façades sera monté et entretenu par le Lot n°01 en coordination avec les autres corps d'état.

Toutefois chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre les échafaudages complémentaires nécessaires à la bonne exécution de ses ouvrages, de ses propres moyens de levage, agrès nécessaires, déchargements, manutentions et stockage de ses matériaux et matériels ainsi que le gardiennage, les protections nécessaires et tous les nettoyages.

4.3.14 Ascenseur

Sans objet

4.3.15 Sécurité incendie

4.3.15.1 Généralités

Les feux seront interdits sur le site et tout travail par point chaud sera soumis à l'obtention de permis feu.

4.3.15.2 Permis feu

En cas de nécessité d'un permis de feu, l'entrepreneur en fera la demande au Maître d'œuvre et au Maître de l'Ouvrage lors des réunions de chantier, ce document sera alors établi en 4 exemplaires.

Durant les travaux, les permis de feu devront être systématiquement déposés pour examen et visa auprès du Coordonnateur Santé-Sécurité. Pendant les travaux, l'entrepreneur s'assurera de ses propres moyens d'extinction.

Les permis de feu seront délivrés chaque jour selon besoin par les services internes de l'établissement, suivant la procédure détaillée dans le CCAP.

4.3.15.3 Extincteurs

Chaque entreprise mettra en œuvre au titre de son marché pour ses postes de travail les extincteurs adaptés et nécessaires ainsi que les moyens complémentaires prévus au permis-feu pour les travaux par points chauds (extincteur en nombre et type suffisant, écrans, couverture étouffe –flamme, bac à sable...).

Les extincteurs base vie seront à la charge du lot 01.